

## Mises à jour les plus importantes du Règlement du personnel et des directives y relatives au 1.1.2021

### Article 1.3 Catégories de fonctions

Les anciens échelons de fonction 1 à 6 selon le système CEPEC ne correspondent plus aux structures et fonctions actuelles de BMS. Nous ne les conserverons donc pas sous cette forme. Nous suivons maintenant l'harmonisation introduite par BME pour toutes les sociétés des pays européens. En conséquence, les fonctions seront classées selon la méthode d'évaluation des fonctions de Korn Ferry Hay. Les catégories de fonctions suivantes entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :

- Employee (Collaborateur)
- Coordinator/Specialist (Coordinateur/Spécialiste)
- Manager
- Director (Directeur)
- Vice President (VP)
- Senior Vice President (SVP)

Pour les apprenants, il existe une catégorie distincte «Apprenti».

Diverses conditions du contrat de travail telles que les délais de résiliation du contrat, les vacances et l'enregistrement du temps de travail sont liés à ces catégories. Pour la majorité des Collaborateurs, les conditions actuelles restent inchangées. Seuls quelques Collaborateurs sont concernés par les modifications de leurs conditions actuelles résultant de cette nouvelle classification des fonctions, et dans ces cas, les conditions sont améliorées en faveur des Collaborateurs. Les personnes concernées ont déjà été informées personnellement.

La directive sur le système salarial a également été modifiée en conséquence. Une directive distincte sur le système de la rémunération variable doit encore être publiée. Dans l'annexe de la directive sur le système salarial, la grille de fonctions montre la répartition des fonctions dans les nouvelles catégories. Ces informations peuvent également être consultées dans Astra sous la rubrique « Mes données personnelles ».

### Article 2.5 Fin des rapports de travail

Pour tous les Collaborateurs qui ont rejoint l'entreprise avant le 31.12.2020, les délais de congé actuels, conformément aux anciens échelons de fonction CEPEC, resteront en vigueur.

Pour tous les Collaborateurs avec entrée en service à partir du 1.1.2021 et pour tous les transferts internes effectifs à partir de cette date, les délais de congé suivants s'appliquent, après la période d'essai:

- 3 mois pour les catégories Employee, Coordinator/Specialist, Manager
- 6 mois pour les catégories Director, VP et SVP

### Chapitre 3 Principaux droits et devoir des Collaborateurs et chapitre 4 Autres droits et obligations du Collaborateur

Les anciens chapitres «Devoir de soin et de fidélité» et «Autres droits et devoirs du Collaborateur» ont été révisés et restructurés.

Nous aimerions en particulier souligner l'article 4.1 «Intégrité du Collaborateur / Interdiction de discrimination et de harcèlement» et la nouvelle directive associée «Directive sur la protection contre la discrimination, le harcèlement sexuel et le mobbing». Ils servent à protéger tous les Collaborateurs et à assurer une atmosphère de travail agréable.

Le Code de conduite et les directives sur la protection des données font également partie intégrante du Règlement du personnel et peuvent être consultés sur BMSmobile dans la section «Compliance».

### **Article 6.3 Réduction du droit aux vacances**

La réduction du droit aux vacances en cas d'absence de longue durée sans faute du Collaborateur (p.ex. pour maladie, accident, service militaire, service civil ou service de protection civile) a été adaptée aux bases légales. Le droit aux vacances est désormais réduit à partir du deuxième mois complet d'absence et en cas de grossesse, à partir du troisième mois complet d'absence.

## **Chapitre 7 Salaire et assurances sociales**

Afin que les différentes prestations des assurances sociales soient clairement visibles pour le Collaborateur et que les adaptations régulières des primes puissent être indiquées, le Règlement du personnel fixe la base légale des différents régimes d'assurance sociale. Les conditions d'assurance et les primes applicables dans chaque cas figurent dans une nouvelle «Annexe I - Assurances maternité, accidents et perte de gain maladie et congé de paternité». Les prestations actuelles sont les suivantes :

- **Assurance accident professionnel:** maintien du paiement de 100 % du salaire, les primes sont payées par la Société
- **Assurance accident non professionnel:** maintien du paiement de 90 % du salaire, 50 % des primes sont payées par la Société, 50 % par le Collaborateur
- **Assurance perte de gain maladie:** maintien du paiement de 90 % du salaire pendant au maximum 730 jours, les primes sont payées à 80 % par la Société et à 20 % par le Collaborateur.

En cas de réduction ou de refus des prestations par ces assurances d'indemnités journalières, la Société peut réduire ses prestations dans la même mesure.

### **Article 7.9.2 Paiement du salaire en cas d'accident non professionnel et article 7.10 Paiement du salaire en cas de maladie et de maladie pendant la grossesse**

Afin de parvenir à une égalité de traitement de tous les Collaborateurs en ce qui concerne les réductions de salaire en cas d'absence prolongée pour cause de maladie respectivement d'absence prolongée pour cause de maladie et d'accident non professionnel, les réductions de salaire seront harmonisées à compter du 1.1.2021. À partir du 61<sup>ème</sup> jour d'absence pour cause de maladie, maladie pendant la grossesse et accident non professionnel, une réduction de salaire correspondant au salaire non couvert par l'assurance d'indemnités journalières entre en vigueur.

### **Article 7.12 Paiement du salaire pendant le congé paternité**

Avec l'introduction du congé de paternité au niveau fédéral, le salaire complet est payé sans réduction pendant 10 jours dans les 6 mois suivant le jour de la naissance. Le congé payé d'un jour à la naissance ou à l'adoption d'un enfant conformément à l'article 5.8 reste en vigueur.

### **Article 7.14 Paiement du salaire en cas de décès**

Le paiement du salaire en cas de décès ne dépend plus du délai de congé contractuel, mais est désormais standardisé pour tous les Collaborateurs à 3 mois à compter de la date du décès.

BMS, 3.11.2020